

"L'Algérie de Bouteflika parmi les pays les plus corrompus du monde"

L'indice 2013 de perception de la corruption a été rendu public par Transparency International. Et "pour la 11ème année successive, l'Algérie figure parmi les pays les plus corrompus du monde", analyse Transparency international.

Sous le règne de Bouteflika, la corruption a pris des proportions alarmantes.

L'ONG de lutte contre la corruption Transparency International (TI) a rendu public aujourd'hui, mardi 3 décembre, son Indice de perception de la corruption (IPC) pour l'année 2013. 177 pays y figurent — dont l'Algérie —, contre 186 en 2012, 183 en 2011 et 178 en 2010. L'Algérie obtient encore une fois, et ce n'est pas une surprise, la très mauvaise note de 36 sur 100 (34 sur 100 en 2012) et la 94e place (105ème place en 2012). Dans le groupe des pays arabes, elle occupe la 10e place (sur 18 pays notés), et en Afrique, elle est à la 24 ème place (sur 54 pays).

Pour l'AACC, "ce maintien de l'Algérie dans le bas de ce classement international, toujours avec un très mauvais score, confirme les résultats des autres enquêtes où l'Algérie est en queue de peloton : compétitivité, climat des affaires, liberté de la presse, bonne gouvernance, droits de l'homme, NTIC dont l'accès à internet, etc."

Toujours selon l'AACC, "l'IPC 2013 pour l'Algérie est le résultat non seulement de l'absence de volonté politique à lutter contre la corruption, mais plus grave encore, il confirme que la corruption - petite et grande, dans notre pays -, est un instrument du pouvoir, et de pouvoir, pour se maintenir en place quel qu'en soit le prix, tout en favorisant une totale impunité pour les puissants et en écrasant tout contre-pouvoir au sein de la société» .

Pour Djilali Hadjadj, porte parole de l'AACC, "l'Algérie n'a pas de relations économiques avec les 10 pays les mieux classés de l'IPC. Les résultats de l'IPC 2013 montrent par ailleurs que « La grande corruption dans les transactions commerciales internationales prend des proportions de plus en plus inquiétantes".

L'Algérie est devenue un "acteur" important de ce type de corruption, et l'AACC s'interroge «Pourquoi 2 pays parmi les principaux fournisseurs et clients de l'Algérie et qui n'obtiennent pas un bon classement dans l'IPC 2013 - l'Allemagne et le Japon (membres du G 8) -, n'ont toujours pas ratifié la Convention des Nations unies contre la corruption !

L'AACC rappelle aussi que "les relations économiques et commerciales de l'Algérie avec les 10 pays en tête de ce classement, donc les "moins corrompus" - Danemark, Finlande, Nouvelle Zélande, Singapour, Suède, Islande, Pays-Bas, Suisse, Norvège, Australie -, ne représentent même pas 1% de ses importations" !

Pour l'AACC "les conséquences des grandes affaires de corruption internationale où l'Algérie est impliquée, avec des pays et des multinationales complices, notamment avec le Canada (SNC Lavalin), la Chine (Autoroute Est-Ouest) et l'Italie (Sonatrach, ENI et Saipem, sont désastreuses pour l'image de ces pays, et leur mauvais résultat le confirme dans l'IPC 2013 (même si le Canada obtient une note trop élevée par rapport à l'explosion des grandes affaires qu'a connue ce pays ces 2 dernières années)".

Pour rappel, l'Algérie avait obtenu en 2012 la note de 34 sur 100 et la 105ème place; en 2011 la note catastrophique de 2,9 sur 10, la même que celle de 2010, et la 112ème place, reculant de 7 places par rapport au classement de 2010 !

L'Algérie a fait l'objet de six enquêtes et études d'organisations internationales indépendantes, enquêtes qui convergent toutes vers les mêmes résultats.

L'indice 2013 note 177 pays et territoires de 0 (extrêmement corrompu) à 100 (extrêmement intègre) selon les niveaux de corruption perçus dans le secteur public. Il utilise les données de 13 enquêtes portant sur des facteurs tels que l'application des lois anti-corruption, l'accès à l'information et les conflits d'intérêts.

L'AACC lance un appel à la société civile et aux médias afin "de ne pas passer sous silence la célébration dans quelques jours, le lundi 9 décembre 2013, de la Journée des Nations Unies contre la corruption, dont ce sera la 10ème édition".

Djilali Hadjadj, porte-parole de l'Association algérienne de lutte contre la corruption (AACC)